

TABLE DES MATIÈRES

Page	Page
1. OBJET	7
2. ÉTAT DE LA QUESTION	7
3. FACTEURS	8
3.1 Besoins et exigences en logement dans les réserves	8
3.2 Analyse de la situation	10
3.3 Nécessité d'une nouvelle approche	12
(i) Community-based planning	13
(ii) Planification et développement fondés sur la collectivité	14
(iii) Stimulants	14
3.4 Mécanisme de financement	14
(i) Labour Component	16
(ii) Loan Component	16
(iii) Subsidy	16
3.5 Amélioration de la mise en œuvre du Programme	18
(i) Indian On Reserve Housing Program	20
(ii) Programme de logement des Indiens dans les réserves	20
3.6 Normes et inspection	22
4. ALTERNATIVES	22
4.1 Composante main-d'œuvre	22
4.2 Accords de financement	24
4.3 Montant des subventions	26
(i) Construction Targets	28
(ii) Average DIAND Subsidy per Unit	28
(iii) Objectifs de construction	30
(iv) Subvention par unité de logement	30
5. Minister of Indian Affairs and Northern Development	30
6. INFRASTRUCTURE	36
7. FEDERAL-PROVINCIAL CONSIDERATIONS	36
8. STATUS OF WOMEN	36
9. ENVIRONMENTAL CONSIDERATIONS	36
10. INTERDEPARTMENTAL CONSIDERATIONS	36
11. PUBLIC INFORMATION CONSIDERATIONS	36
12. RECAPITULATION	38

Discussion Paper
Document de travail

Indian On Reserve Housing Program

Programme de logement des Indiens dans les réserves

Hon. John C. Munro

Minister of Indian Affairs and Northern Development
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

Pam:333.32: (*41) MUN

POLAR
PAM
764
POLAR PAM
Mar 9/91
No.:
WF
Indian & N. Affairs
Canada

LIBRARY

20751

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
1. OBJET	6
2. ÉTAT DE LA QUESTION	6
3. FACTEURS	8
3.1 Besoins et exigences en logement dans les réserves	8
3.2 Analyse de la situation	10
3.3 Nécessité d'une nouvelle approche	12
(i) Planification et développement fondés sur la collectivité	14
(ii) Stimulants	14
3.4 Mécanisme de financement	14
(i) Composante main-d'oeuvre	16
(ii) Composante prêt	16
(iii) Subventions	18
3.5 Amélioration de la mise en oeuvre du Programme	20
(i) Communications et formation	20
(ii) Aide technique	22
3.6 Normes et inspection	22
4. ALTERNATIVES	22
4.1 Composante main-d'oeuvre	22
4.2 Accords de financement	24
4.3 Montant des subventions	26
(i) Objectifs de construction	28
(ii) Subvention moyenne du MAINC par unité	30
(iii) Prêts de la SCHL et des prêteurs agréés	30
5. CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES	32
6. INFRASTRUCTURE	36
7. CONSIDÉRATIONS SUR LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES	36
8. STATUT DE LA FEMME	36
9. CONSIDÉRATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT	38
10. CONSULTATIONS INTERMINISTÉRIELLES	38
11. CONSIDÉRATIONS SUR L'INFORMATION DESTINÉE AU GRAND PUBLIC	38
12. RÉCAPITULATION	38

TABLE OF CONTENTS

	<u>Page</u>
1. OBJECT	7
2. BACKGROUND	7
3. FACTORS	9
3.1 On Reserve Housing Needs and Requirements	9
3.2 Situation Analysis	11
3.3 Need for a New Approach	13
(i) Community-based planning and development	13
(ii) Incentives	15
3.4 Financial Mechanism	15
(i) Labour Component	15
(ii) Loan Component	15
(iii) Subsidy	17
3.5 Improvements in Program Delivery	19
(i) Communications and Training	19
(ii) Technical Assistance	21
3.6 Standards and Inspection	21
4. ALTERNATIVES	21
4.1 Labour Component	21
4.2 Subsidy Arrangement	23
4.3 Funding Levels	25
(i) Construction Targets	31
(ii) Average DIAND Subsidy per Unit	31
(iii) CMHC and Approved Lender Loans	31
5. FINANCIAL CONSIDERATIONS	33
6. INFRASTRUCTURE	37
7. FEDERAL-PROVINCIAL CONSIDERATIONS	37
8. STATUS OF WOMEN	37
9. ENVIRONMENTAL CONSIDERATIONS	39
10. INTERDEPARTMENTAL CONSULTATIONS	39
11. PUBLIC INFORMATION CONSIDERATIONS	39
12. RECAPITULATION	39

NOTA: Liste des abréviations employées dans le présent document.

MAINC -	Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.
CEIC -	Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada.
SCHL -	Société canadienne d'hypothèques et de logement.
PAII -	Programme des Affaires indiennes et inuit.
LNH -	Loi nationale sur l'habitation.
PAREL -	Programme d'aide à la remise en état des logements de la SCHL.
PACLE -	Programme d'aide à la création locale d'emploi de la CEIC.

NOTE: Abbreviations used throughout the text are as follows:

- DIAND - Department of Indian Affairs and Northern Development.
- CEIC - Canada Employment and Immigration Commission.
- CMHC - Canada Mortgage and Housing Corporation.
- IIA Program - Indian and Inuit Affairs Program.
- NHA - National Housing Act.
- RRAP - Residential Rehabilitation Assistance Program of CMHC.
- LEAP - Local Employment Assistance Program of CEIC.

PROGRAMME DE LOGEMENT DES INDIENS DANS LES RÉSERVES

1. OBJET

Fournir un document de travail à partir duquel sera étudié le Programme de logement des Indiens dans les réserves tel qu'il se présente à l'heure actuelle et tel qu'il se présentera une fois révisé, compte tenu du fait que les particuliers indiens doivent se procurer leur propre logement avec l'aide du chef et du conseil de bande, ainsi que du Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC).

2. ÉTAT DE LA QUESTION

Le Programme de logement des Indiens dans les réserves prévoit ceci:

- une subvention au logement, ajustée au revenu, d'un montant maximum de 12 000 dollars par unité;
- des subventions à la création d'emploi par l'entremise des programmes réguliers de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada (CEIC), c'est-à-dire: les programmes Canada au travail et d'aide à la création locale d'emploi, maintenant abolis;
- des prêts à l'habitation accordés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) et les prêteurs agréés, et dernièrement garantis par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien;
- une subvention aux réparations importantes des unités de logement existantes, établie par le Programme des Affaires indiennes et inuit (PAII) à 6 000 dollars par unité;
- une subvention au transport, d'un montant maximum de 5 000 dollars par unité également établi par le PAII afin de pallier les coûts plus élevés des matériaux dans les régions éloignées;
- des crédits additionnels, nécessaires à l'achèvement des nouvelles constructions et aux réparations, provenant des contributions des bandes et des particuliers, soit sous forme de "capital-sueur", soit sous forme d'argent comptant.

En conséquence, la SCHL a offert, en vertu des dispositions concernant les logements sociaux de la Loi nationale sur l'habitation, des subventions permettant de réduire les taux d'intérêt s'appliquant aux propriétés à revenu locatif appartenant aux bandes. Ces fonds permettent d'obtenir des taux réels d'intérêt de 2 à 3%. De telles réductions ne s'appliquent pas aux logements appartenant à des particuliers dans les réserves.

La politique actuelle vise à encourager les bandes indiennes et les particuliers à prendre une part plus importante à la planification, au financement, à la construction et à l'entretien des logements dans les réserves. On y retrouve trois composantes essentielles:

INDIAN ON RESERVE HOUSING PROGRAM

1. OBJECT

To provide a basis for discussion of the Indian On Reserve Housing Program both as it exists and as it might be revised, taking into consideration that individual Indians are responsible for providing their own housing supported by their chiefs and band councils and the Department of Indian Affairs and Northern Development. (DIAND).

2. BACKGROUND

The Indian On Reserve Housing Program provides for:

- a housing subsidy, geared to income, to a maximum of \$12,000 per unit,
- employment creation subsidies through Canada Employment and Immigration Commission's (CEIC) regular programs: e.g. Canada Works and the Local Employment Assistance Program (LEAP), now lapsed,
- housing loans from Canada Mortgage and Housing Corporation, (CMHC) and latterly approved lenders against guarantees provided by the Minister of Indian Affairs and Northern Development,
- a subsidy for major repairs to existing units to a maximum established within the Indian and Inuit Affairs Program (IIA Program) of \$6,000 per unit,
- a transportation subsidy, also with a maximum established within the IIA Program, of up to \$5,000 per unit to offset the higher cost of materials in remote regions,
- additional investment required to complete new construction and repairs to come from contributions from bands and individuals in the form of "sweat equity" and cash.

Subsequently, CMHC has made available through the Social Housing Provision of the National Housing Act (NHA) subsidies to offset high interest rates for band owned rental accommodation. Typically these interest offsets can provide effective interest rates of two to three per cent. No such interest offset exists for individually owned on reserve houses.

The existing policy is intended to encourage Indian bands and individuals to take considerable responsibility for planning, financing, building and managing on reserve housing.

Essentially it has three basic components:

- (i) The \$12,000 maximum (DIAND) front-end capital subsidy for new units and \$6,000 for major repairs.
- (ii) The availability of funds under varying conditions from several different Federal Government departments and agencies.
- (iii) The provision that bands and individuals contribute to house construction directly with cash and "sweat equity".

- (i) Une subvention initiale, d'un montant maximum de 12 000 dollars, destinée aux nouvelles unités de logement et fournie par le MAINC, ainsi qu'un montant de 6 000 dollars destiné aux réparations importantes.
- (ii) La disponibilité des fonds, selon diverses conditions, provenant des différents services et organismes fédéraux.
- (iii) Une clause prévoyant que les bandes et les particuliers contribuent à la construction de logements sous forme d'argent comptant ou de "capital-sueur".

3. FACTEURS

3.1 Besoins et exigences en logement dans les réserves

Une étude globale, au sujet du logement, a été entreprise et terminée en 1977. Les conclusions de cette analyse des besoins en logement, présentées le 31 décembre 1977, ont confirmé le fait que les problèmes du logement dans les réserves étaient bien réels et qu'ils prenaient de plus en plus d'ampleur. L'étude révéla que près de 26 pour cent des familles dans les réserves devaient se réfugier dans les logements déjà occupés par une ou deux familles ou vivre dans un logement tellement délabré qu'il était impossible de le remettre en état. De plus, un nombre important de familles (25 p. cent) vivent dans les logements nécessitant des réparations pour respecter les normes minimales d'hygiène et de sécurité.

Ces conditions amènent des problèmes qui vont bien au-delà de la simple question de l'habitation. Une étude récente, entreprise par la Direction des services médicaux de Santé et Bien-être social Canada, a démontré que les conditions d'habitation dans les réserves, telles que la suroccupation et le manque d'aération, sont à l'origine de la fréquentation accrue des hôpitaux par des nourrissons et des jeunes enfants souffrant de maladies infectieuses. Toujours d'après cette étude d'autres maladies très fréquentes, telles que les infections de l'oreille moyenne, les maladies de la peau et les gastro-entérites sont aussi reliées à l'insuffisance de logements et à la suroccupation. Par ailleurs, les conditions d'habitation dans les réserves sont directement reliées au pourcentage de décès attribuables aux incendies, qui est neuf fois plus élevé que la moyenne nationale. En 1978, 186 logements ont été détruits par les flammes occasionnant 55 morts.

L'analyse des besoins en logement a confirmé les évaluations précédentes portant sur les retards et les piètres conditions qui existent dans les réserves. Il y est également pris en considération le pourcentage de familles à venir, prévu pour les quinze prochaines années à partir des derniers recensements effectués dans les réserves, en tenant compte du nombre élevé de naissances chez les Indiens au milieu des années soixante.

Alors que la composition par groupe d'âge des Indiens inscrits semble suivre la même progression que celle de la

3. FACTORS

3.1 On Reserve Housing Needs and Requirements

A comprehensive housing survey was undertaken and completed in 1977. The findings of this Housing Needs Analysis, December 31, 1977, confirmed that there existed a significant and growing housing problem on reserves. This survey found that some 26 per cent of on reserve families obtained shelter either by doubling or tripling up with other families or living in a fully dilapidated unit, a unit well beyond repair. In addition, there are a significant number of families (another 25 per cent) living in units which need to be repaired if they are to meet minimum health and safety standards.

These housing conditions bring results which extend well beyond housing per se. A recent study undertaken by the Medical Services Branch of Health and Welfare Canada stated that on reserve housing conditions such as overcrowding and poor ventilation have been implicated in the increased frequency of hospitalization for infectious diseases in infants and young children. Other illnesses of high frequency such as middle ear infections, skin infections and gastroenteritis were also found to be related to inadequate housing and overcrowding. Additionally, on reserve housing conditions are directly related to an on reserve fire death rate that is nine times the national average. In 1978, 186 homes were destroyed by fire and 55 deaths resulted.

The Housing Needs Analysis confirmed previous estimates of on reserve housing backlog and inadequacies. It also takes into account rates of net family formation which can be expected over the next 15 years in reflection not only of the latest estimates of on reserve population levels, but also the high Indian birth rates of the mid-1960's.

While the age composition of registered Indians appears to follow the same trends by age group as the age composition of the total population, the Indian age distribution patterns lag behind Canada's by about ten years. Thus, while the effects of the post-war "baby boom" and subsequent fertility decline have had major impacts on employment and educational enrollment for the total population in the 1970's, the same phenomenon will not occur for registered Indians until the 1980's. This boom will form the main thrust in new family formations in the 1980's with subsequent decreasing population growth rates and a decrease in average family size near the end of the 1980's. In other words, there is a need for a significant increase in the number of housing units constructed within this decade.

moyenne nationale, la répartition, elle, dénote un retard d'environ dix ans par rapport à celle enregistrée pour tout le Canada. Ainsi, tandis que les effets de l'explosion démographique d'après-guerre et le déclin de la natalité qui a suivi ont eu de fortes répercussions sur l'emploi et le nombre d'inscriptions dans les écoles, au cours des années soixante-dix pour l'ensemble de la population, le même phénomène ne se produira pas avant les années quatre-vingt pour les Indiens inscrits. Ceci constituera le principal facteur de formation de nouvelles familles dans les années quatre-vingt suivi d'un déclin du taux de croissance démographique et d'une diminution du nombre d'enfants par famille vers la fin des années quatre-vingt. En bref, la nécessité de construire un nombre accru d'unités de logement se fera surtout sentir durant la présente décennie.

Le retard actuel, en matière de construction de nouveaux logements dans les réserves, est évalué à 13 226 unités. De plus, près de 11 700 unités existantes ont besoin de réparations importantes. Cette pénurie de logements adéquats pose de graves problèmes. Les fonds présentement disponibles, provenant de toutes les sources, pour la construction de logements dans les réserves, et certaines anomalies relevant de la structure même du programme, ne permettent pas de réduire l'écart.

3.2 Analyse de la situation

Une étude récente, effectuée par le MAINC, a révélé que certains des résultats initialement prévus n'ont pas été obtenus. Alors que les objectifs de construction de nouvelles unités et de rénovation ont généralement été atteints, la plupart des nouvelles constructions ne répondent pas aux normes et sont sujettes à une détérioration prématurée. De plus, le groupe des sans-revenu, visé tout particulièrement, à l'origine, a reçu moins que sa juste part des avantages du Programme.

Le noeud du problème réside dans la rigidité des accords actuels de financement. Les subventions, même maximales, exigent que les bandes et les particuliers combler la différence entre le montant de la subvention, qui est de 12 000 dollars, et le coût moyen d'une maison répondant aux normes minimales, de 37 200 dollars, au moyen d'emprunts, de subventions à la main-d'oeuvre, lorsqu'elles existent, et de l'argent ou du travail des Indiens eux-mêmes. Les subventions n'atteignent parfois pas le montant maximum prévu et l'écart est alors plus grand. Les bandes qui peuvent le mieux combler cette différence sont celles pouvant le mieux assurer la prestation de programmes en général et dont les membres ont des revenus plus élevés.

La difficulté de combler la différence est accentuée par le fait que, pour diverses raisons, le recours aux prêts de la SCHL a été beaucoup moins fort que prévu. Les bandes qui entreprennent des projets de construction peuvent se prévaloir de taux d'intérêt réduits grâce aux subventions, mais les particuliers qui veulent construire eux-mêmes leur logement doivent payer les taux d'intérêt fixés par le marché. Même avec des taux d'intérêt subventionnés, certaines bandes ne peuvent assumer le coût des versements mensuels. Pour bien des bandes, cependant, le véritable problème vient du fait qu'elles hésitent à recourir

The present on reserve housing backlog is estimated to be 13,226 new units. In addition, there are some 11,700 existing units in need of major repairs. This shortage of adequate housing causes severe hardships. Funds presently available from all sources for on reserve housing and certain anomalies in the program's structure do not allow for a reduction in the backlog.

3.2 Situation Analysis

A recent DIAND assessment indicates that some of the results initially intended have not been achieved. While construction targets for new units and renovations generally have been met, much of the construction has been sub-standard and subject to rapid deterioration. In addition, the no-income group originally designated as the prime target population for this program has received less than a proportional share of the program's benefits.

The root of the problem is the inflexibility of the existing subsidy arrangement. Subsidies made at the maximum require that bands and individuals fill the gap between the \$12,000 subsidy and the \$37,200 average cost of a minimum standard house with: loan funds, labour subsidies where they exist and Indian money and effort. Some subsidies are given at less than the maximum and therefore the gap is even higher in these cases. Those bands that are best able to fill that gap tend to be those with the best capacity to deliver programs in general and usually are made up of members in the higher income groups.

The problem of filling the gap has been aggravated by the fact that for a variety of reasons the uptake of CMHC loans has been considerably lower than anticipated. Band operated housing projects currently enjoy subsidized interest rates, but individuals who wish to operate their own housing must pay full market rates. Even with subsidized interest rates some bands cannot afford to keep up their monthly payments. For many bands, however, the basic problem seems to be an unwillingness to take up loans; because of the lack of understanding of how they work, because of the impact of the use of the ministerial guarantee on the capital or revenue of the bands, or because they have seen the problems which certain other bands have encountered in default situations.

Another significant problem in filling the gap between the subsidy and actual cost has been the relative ineffectiveness of CEIC funding. It was originally intended that CEIC's Canada Works Program funds would be utilized to provide the short-term job creation necessary for the Indian On Reserve Housing Program. However, funding cycles generally did not correspond to either the housing construction period on reserves or the timing of resource allocation by DIAND. Despite problems with timing, Canada Works was being used to greater and greater effect on Indian reserves for labour assistance in house construction. Recently, due to the phase out of Canada Works within CEIC, house construction, along with many other things, was declared eligible for Transitional LEAP. As of 1 April 1980 LEAP can no longer be used for house construction on Indian reserves. One exception to this is that certain of the Transitional LEAP programs which commenced in fiscal year 1979/80 are

à l'emprunt, soit parce qu'elles n'en comprennent pas le fonctionnement, soit à cause de l'effet que produit le recours à une garantie ministérielle sur le capital ou les revenus des bandes, ou parce qu'elles connaissent les difficultés auxquelles certaines bandes ont dû faire face dans des cas de défaut de paiement.

Une autre difficulté importante à combler l'écart entre la subvention et le coût réel est l'inefficacité relative du financement accordé par la CEIC. Au début, les fonds du Programme Canada au travail de la CEIC devaient servir à la création d'emplois temporaires nécessaires au Programme de logement des Indiens dans les réserves. Toutefois, les cycles de financement ne correspondaient souvent pas aux périodes de construction dans les réserves ou au calendrier des affectations de crédit du MAINC. En dépit de ces difficultés, le Programme Canada au travail avait de plus en plus d'effets bénéfiques sur l'aide en main-d'oeuvre dont les réserves indiennes avaient besoin pour la construction de logements. Récemment, le Programme Canada au travail ayant été progressivement abandonné par la CEIC, la construction de logements, ainsi que d'autres activités, n'ont plus été admissibles au PACLE, mis en vigueur temporairement. À compter du 1^{er} avril 1980, le PACLE ne s'applique plus à la construction de logements dans les réserves indiennes. Une exception à cette règle est que certains des programmes transitoires du PACLE, qui ont débuté au cours de l'exercice financier 1979-1980, sont toujours financés tel que prévu afin de couvrir une période de deux ans. Tous les programmes transitoires du PACLE concernant l'habitation prendront fin le 31 mars 1981. Une autre petite exception apportée au nouveau programme permet à un petit nombre d'entreprises indiennes, où le plein emploi dépend des constructions entreprises dans les réserves, de recevoir une certaine forme d'aide du PACLE.

L'étude du MAINC a également montré qu'un certain nombre d'éléments essentiels du mécanisme de mise en oeuvre du programme n'ont pas fonctionné comme ils auraient dû et que ceci a accentué les difficultés attribuées à la rigidité du mécanisme de financement auquel nous avons déjà fait allusion. Le Programme, pour le moins très complexe, n'a pas été communiqué de façon adéquate à la population indienne et les programmes de formation n'ont pas pris la tournure escomptée. Qui plus est, les fonds de fonctionnement et le personnel du Ministère nécessaires pour assurer une aide technique appropriée et pour appuyer les travaux d'exploitation et d'entretien n'ont pas été fournis comme ils auraient dû l'être.

3.3 Nécessité d'une nouvelle approche

Les difficultés à mettre en oeuvre le Programme de logement des Indiens dans les réserves, ainsi que la tendance actuelle du PAII vers une planification à partir des collectivités et le développement de l'autonomie des Indiens, indiquent que des changements fondamentaux doivent être apportés au Programme. Alors que les changements précis ne se réaliseront que lentement au cours des années, le fondement d'une nouvelle approche a déjà été défini. Celle-ci devra mener à l'élimination du retard pris dans la construction de logements dans les réserves et, du même coup, permettre l'évolution vers l'autonomie des Indiens. Il est important

continuing to be funded as the funding originally was scheduled to cover a two year period. All Transitional LEAP housing programs expire 31 March 1981. Another small exception to the cessation of LEAP as a vehicle for house construction on Indian reserves is that a small number of Indian enterprises, where continuing employment results from house construction on reserve, continue to receive some support from LEAP.

The DIAND assessment also indicated that a number of critical aspects of the program's delivery mechanism did not operate as intended and that this served to aggravate the problems attributed to the inflexible funding mechanism discussed above. The program, which is complex to say the least, was not properly communicated to the Indian population and training programs did not make the headway planned. Furthermore, operational funds and departmental staff required for adequate technical assistance and to support operations and maintenance activities were not made available in sufficient depth.

3.3 Need for a New Approach

Problems in delivering the On Reserve Housing Program, together with the IIA program's current thrust toward community based planning and the development of Indian self-government, suggest that fundamental changes to the program are required. Although specific changes may be realized somewhat slowly over a period of years, the basis for a new approach has been defined. This new approach should lead to the elimination of the on reserve housing backlog and at the same time contribute directly to the introduction of Indian self-government. It is important to note here that the housing program is often one of the first areas where a band can assume responsibility formerly held by the Department and as such, success in delivering the housing program can be an important precursor to Indian self-government.

The prime objective of any new Indian housing policy should be to encourage Indian communities to take responsibility for meeting their own housing needs in a manner which is consistent with local aspirations. This policy initiative should clearly define the new roles for bands and the Department along the following lines:

- (i) Bands should have the opportunity to design, control and deliver programs on reserves.
- (ii) Band councils should be accountable to their membership both for their successes and failures vis à vis housing, and also must be held accountable to the Government of Canada for the expenditure of funds.
- (iii) The Department should be responsible for ensuring that housing resources become available in a manner which supports band initiatives.

To achieve this the minimum necessary characteristics of a revised housing policy and program are:

- (i) Community-based Planning and Development.

Individuals and communities experiencing housing problems should be able to develop approaches to solve

de signaler que l'habitation est souvent l'un des premiers domaines où une bande peut assumer une responsabilité jusque là détenue par le Ministère, et de ce fait, la réussite dans ce domaine peut mener directement à l'autonomie des Indiens.

Les objectifs premiers de toute nouvelle politique en matière de logement des Indiens devraient encourager les collectivités indiennes à prendre la responsabilité de répondre à leurs propres besoins dans ce domaine de façon conforme à leurs aspirations. Cette initiative devrait établir clairement les nouveaux rôles des bandes et du Ministère en tenant compte des éléments suivants:

- (i) les bandes devraient pouvoir concevoir, contrôler et mettre en oeuvre les programmes s'appliquant aux réserves.
- (ii) Les conseils de bande devraient être responsables devant leurs membres de leurs succès et de leurs échecs dans le domaine de l'habitation et devraient également répondre devant le gouvernement canadien de la manière dont sont dépensés les fonds.
- (iii) Le Ministère devrait voir à ce que les ressources destinées au logement soient affectées de manière à appuyer les initiatives des bandes.

Pour atteindre ces objectifs, les caractéristiques essentielles d'une politique et d'un programme révisés en matière d'habitation devraient être les suivantes:

(i) Planification et développement fondés sur la collectivité

Les particuliers et les collectivités touchés par des problèmes d'habitation devraient pouvoir concevoir des approches permettant de résoudre les problèmes en tenant compte des situations locales. Le gouvernement ne peut comprendre ces problèmes qu'à partir des statistiques. Le Programme devrait établir des méthodes de mise en oeuvre plus souples pouvant correspondre davantage aux diverses approches élaborées par les collectivités en cette matière.

(ii) Stimulants

Les méthodes d'affectation des ressources fédérales devraient servir à stimuler la construction et l'entretien des logements des Indiens. Celles-ci fonctionnent déjà pour l'ensemble de la population et s'appliquent très bien aux réserves. Dans les réserves, la réussite du Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL), de la SCHL, ainsi que le recours plus courant à l'emprunt pour les logements à revenu locatif appartenant aux bandes, le démontrent bien.

3.4 Mécanisme de financement

Le mécanisme de financement devrait être modifié afin d'offrir une souplesse suffisante nous permettant de l'adapter aux diverses situations sociales, économiques et géographiques des différentes bandes. Par ailleurs, les

these problems in a manner consistent with local circumstances. Government can only comprehend these problems statistically. The program should establish flexible delivery systems which can respond to various approaches to housing developed by communities.

(ii) Incentives

The government resource allocation process should serve as an incentive to stimulate performance in construction and maintenance of Indian housing stock. This works in the general population and also works on reserves. The success of CMHC's Residential Rehabilitation Assistance Program (RRAP) on reserve and the encouraging increased uptake of loans for band owned rental housing on reserve demonstrate this.

3.4 Financial Mechanism

The funding mechanism should change to provide sufficient flexibility to meet the varying social, economic and geographic situations of different bands. At the same time, the various components of the mechanism must be designed and delivered in a manner which closely attends to the objectives of the on reserve housing program. The main components of the funding mechanism are discussed below:

(i) Labour Component

Current rates of unemployment on Indian reserves range between 40 and 75%. The provision of labour assistance funds related specifically to the construction of housing and not to other, more secondary, employment objectives is necessary to enable Indian bands to manage more effectively their housing construction activity. Funds must be in place at the correct time and must be planned for and controlled at the community level. This labour component ultimately could provide for the development of self-sustaining housing construction activity at the band level.

CEIC job creation programs are no longer available for house construction on reserves. The only exceptions to this are several transitional LEAP projects approved last fiscal year for funding this fiscal year. It is crucial that some form of support for Indian labour be provided to replace programs formerly available through CEIC and which previously were an integral part of the On Reserve Housing Program.

(ii) Loan Component

Negotiations with CMHC concerning the loan component of the program and the co-ordination of delivery continue. The primary focus is to overcome resistance to loans and improve loan uptake. Uptake can be influenced by higher average subsidy levels, availability of shortfall allowances, enhanced communications programs and closer co-ordination and co-operation with CMHC in program delivery at all levels within both DIAND and CMHC.

diverses composantes de ce mécanisme doivent être conçues et mises en oeuvre de façon à respecter de très près les objectifs du Programme de logement dans les réserves. Les principales composantes du mécanisme de financement sont les suivantes:

(i) Composante main-d'oeuvre

Les taux actuels de chômage dans les réserves indiennes varient entre 40 et 75 pour cent. L'apport des subventions, destinées à la création d'emplois liés tout particulièrement à la construction, et non à d'autres objectifs plus secondaires, est nécessaire pour permettre aux bandes de gérer plus efficacement ce secteur de la construction de logements. Les crédits doivent être disponibles au bon moment et leur utilisation doit être planifiée et contrôlée à l'échelon de la collectivité. Cette composante main-d'oeuvre pourrait éventuellement être à l'origine d'une activité de construction de logements qui pourrait être prise en main par les bandes.

Les programmes de création d'emploi de la CEIC ne s'appliquent plus à la construction de logements dans les réserves. Les seules exceptions sont quelques projets transitoires du PACLE, approuvés au cours du dernier exercice financier et s'appliquant au présent exercice financier. Il est essentiel qu'une forme quelconque d'aide à l'emploi des Indiens soit fournie pour remplacer les programmes jusque là offerts par la CEIC et qui faisaient partie intégrale du Programme de logement des Indiens dans les réserves.

(ii) Composante prêt

Les négociations avec la SCHL, concernant la composante prêt du Programme et la coordination de sa mise en oeuvre, se poursuivent. On vise principalement à surmonter la résistance vis-à-vis des prêts et à augmenter le nombre d'emprunts. Ceci peut se faire grâce à des subventions moyennes plus élevées, à la disponibilité des subventions de bonification, à des programmes d'information plus complets, ainsi qu'à une coordination et une coopération plus étroites, à tous les niveaux, entre la SCHL et le MAINC, en ce qui concerne la mise en oeuvre du programme.

L'acceptation croissante par les Indiens du PAREL et des prêts subventionnés s'appliquant aux logements à revenu locatif appartenant aux Indiens, indique que des stimulants adéquats peuvent être mis en place pour amener une augmentation importante du nombre d'emprunts. Le choix de ces stimulants fera l'objet de rencontres entre la SCHL et les groupes indiens. Pour faciliter ce processus, le MAINC élabore présentement des modèles mathématiques visant à stimuler toute l'activité financière liée aux prêts soit, la variation des coûts à l'unité, les taux d'intérêts, les revenus des propriétaires et le montant moyen des subventions.

The increasing acceptance by Indians of RRAP on reserve and subsidized band owned rental housing loans suggest that appropriate incentives can be introduced to bring about significant increases in loan uptake. Identification of the required incentives will be the subject of consultation with CMHC and Indian groups. To assist in this process DIAND is presently developing mathematical models which will simulate loan activity related to varying unit costs, interest rates, owner income levels and average subsidy levels.

(iii) Subsidy

As a result of DIAND's assessment of the On Reserve Housing Program and CMHC's review of its Rural and Native Housing Program, now underway, a joint, interactive review is planned. This review will, amongst other things, encompass the Federal Government's whole stance as it relates to Indian people and their housing. The review will cover delivery capacities, constraints to delivery, funding levels and methods of providing assistance as well as the rationale for providing such assistance. Indian groups will be invited to participate in this process. The objective is to develop effective and mutually complementary programs for implementation in 1981/82 and beyond. In the short term, however, an increase to the DIAND capital front-end subsidy is required in order to keep pace with rapidly rising construction costs.

Adequate average subsidy levels will ensure that minimum health and safety standards are met. Current DIAND construction indices show that to build a standard 912 sq. ft. unit in rural Ontario costs \$37,200. House costs can range from \$27,846 in urban areas in the Atlantic Region to \$47,975 in the remote areas of the Alberta Region. The primary variables affecting house costs are: distance to closest market town, transportation mode(s) available and the proximity of specialized tradespersons. Other factors are soil conditions and climate, especially as it relates to winter construction.

Recently, the average total expenditure per unit constructed has been less than \$20,000. In order to calculate increases to individual unit costs, consideration must be given to this past experience, to the delivery capacity at the band level and to the expected future uptake of CMHC loans, or loans from approved lenders through the NHA. To move from an average total unit expenditure of less than \$20,000 to one of over \$35,000 presents a real challenge. Financial calculations for 1980/81 have, therefore, been based on a projected increased uptake of CMHC and approved lender loans and the estimated size of these loans, rather than on an assumption related strictly to the average cost of a standard unit.

In 1966 the subsidy level was set at \$7,000. If the rise in construction costs, as determined by applying

(iii) Subventions

Le MAINC et la SCHL ont décidé d'entreprendre conjointement une étude sur tous les aspects de cette question, à la suite de l'évaluation faite par le MAINC du Programme de logement des Indiens dans les réserves et de l'étude, présentement en cours, de la SCHL portant sur son Programme de logement pour les ruraux et les autochtones. Cette étude conjointe portera notamment sur la position générale adoptée par le gouvernement fédéral en ce qui a trait aux Indiens et à leurs logements. Elle couvrira les possibilités de mise en œuvre et les contraintes qui l'entravent, les niveaux de financement et les méthodes employées pour leur fournir de l'aide, ainsi que les raisons fondamentales de cette aide. Les groupes indiens seront invités à participer à ce processus. L'objectif est de mettre au point des programmes efficaces et complémentaires, et de les mettre en application en 1981-1982 et au cours des années suivantes. À court terme, cependant, il s'avère qu'une augmentation de la subvention initiale du MAINC est nécessaire pour compenser les coûts toujours plus élevés de la construction.

Des subventions adéquates assureraient un respect minimum des normes d'hygiène et de sécurité. Les indicateurs que possède le MAINC sur ce sujet montrent que la construction d'une unité moyenne de 912 pieds carrés, dans une région rurale de l'Ontario, coûte 37 200 dollars. Les coûts des maisons peuvent varier de 27 846 dollars dans les régions urbaines des Maritimes, à 47 975 dollars, dans les régions éloignées de l'Alberta. Les éléments qui peuvent faire varier les coûts des maisons sont les suivants: la distance entre le lieu de construction et la ville la plus proche, les modes de transport disponibles et la proximité d'une main-d'œuvre qualifiée. Les conditions du sol et le climat, particulièrement pour ce qui est de la construction durant l'hiver, sont d'autres facteurs à considérer.

Récemment, le montant total des dépenses, par unité construite, s'élevait, en moyenne à moins de 20 000 dollars. De manière à évaluer l'augmentation des coûts par unité, il faut tenir compte de l'expérience passée, des possibilités de mise en œuvre à l'échelon de la bande et du nombre prévu des demandes de prêts de la SCHL ou des emprunts effectués auprès de prêteurs agréés par la LNH. Passer d'un déboursé moyen par unité de moins de 20 000 dollars, à un déboursé de l'ordre de 35 000 dollars, est un véritable défi. Les calculs effectués pour 1980-1981 ont donc été faits à partir de l'augmentation présumée des demandes de prêts auprès de la SCHL et de prêteurs agréés ainsi que du montant présumé de ces prêts, plutôt qu'en tenant compte uniquement du coût moyen d'une unité type.

En 1966, le montant moyen d'une subvention était fixé à 7 000 dollars. Si l'augmentation des coûts de construction, évaluée à partir de l'indice à la construction établi entre 1966 et 1980, entre en ligne de compte, le montant d'une subvention équivalente

the Canadian Construction Index, between 1966 and 1980 is factored in, an equivalent subsidy today would be \$22,125. It should be noted that a total assistance package of \$32,000, (DIAND capital front-end subsidy, labour component, loan component) approximates the estimate of assistance per unit prepared by CMHC. The CMHC estimate was based on the purchase to income approach which is one of the allocation procedures to be considered in greater depth during the above mentioned review.

The allocation of funds for 1980/81 under the existing policy has been designed in anticipation of the summer building season. If changes in the financial mechanism and levels of funding are approved, any incremental funding will be distributed, taking into consideration varying house construction costs both region to region and within the regions of the Indian and Inuit Affairs Program. Regions will be asked to designate the average subsidy per unit which would apply to each district based on local construction costs. Where possible, need, income and capacity to deliver housing will be taken into account as well, but it is not anticipated that the full effect of a more flexible subsidy arrangement will be applied until 1981/1982.

3.5 Improvements in Program Delivery

There are a number of steps which can be introduced during fiscal year 1980/81 to improve the delivery of the housing program. Where these measures can be introduced within the existing departmental authorities, action has already been initiated. As suggested earlier, 1980/81 will be used as a transition year. New approaches will be developed, concurrence of Indian representatives and the various agencies involved will be sought and implementation will begin.

(i) Communications and Training

DIAND's internal assessment indicated that the program's effectiveness could be improved by reinforcement of the communications and training functions. Within the next few weeks the Department will take steps to:

- institute a more interactive communications program to ensure full understanding of funding available under the program and to encourage the development of housing more suitable to local needs;
- develop training packages to assist bands in community planning and project management;
- develop with and within bands, resources to provide occupants with the skills and motivation to maintain their own houses;
- reward the use of construction techniques which maximize the use of local materials and appropriate technology;

serait aujourd'hui de 22 125 dollars. Il est à noter qu'une subvention globale d'aide (subvention initiale du MAINC, composante main-d'oeuvre, composante prêt) de l'ordre de 32 000 dollars équivaldrait au montant évalué par la SCHL pour chaque unité. L'évaluation de la SCHL était fondée sur le principe du prix d'achat ajusté au revenu, méthode d'affectation des fonds étudiée très attentivement au cours de l'étude susmentionnée.

En vertu de la politique actuelle, l'affectation des fonds pour 1980-1981 a été prévue en fonction de la saison estivale de construction. Si les changements prévus au mécanisme de financement et au montant des subventions sont approuvés, tout crédit additionnel sera distribué en tenant compte des coûts variables de la construction selon les régions et selon celles relevant du Programme des Affaires indiennes et inuit. Les Régions devront déterminer la subvention moyenne par unité qui s'appliquerait à chaque district, selon les coûts de construction en vigueur dans la région. Lorsque ce sera possible, les besoins, les revenus et les possibilités de mise en oeuvre entreront également en ligne de compte, mais il n'est pas prévu que l'effet global d'un accord plus souple sur les subventions se fasse sentir avant 1981-1982.

3.5 Amélioration de la mise en oeuvre du programme

Un certain nombre de mesures peuvent être prises, au cours de l'exercice financier 1980-1981, pour améliorer la mise en oeuvre du Programme de logement. Lorsque ces mesures pouvaient être appliquées dans le cadre des autorisations ministérielles actuelles, elles l'ont été. Comme nous l'avons déjà suggéré, 1980-1981 sera une année de transition. De nouvelles approches seront élaborées, le concours des représentants indiens et des divers organismes intéressés sera recherché et la mise en application débutera.

(i) Communications et formation

L'évaluation interne effectuée par le MAINC a indiqué que l'efficacité du Programme pourrait être accrue si l'on mettait l'accent sur les communications et la formation. Au cours des quelques semaines qui viendront, le Ministère prendra des mesures pour:

- mettre sur pied un programme de communications plus efficace pour assurer que le financement offert en vertu du Programme soit bien compris et pour encourager la construction de logements plus conformes aux besoins régionaux;
- mettre au point des outils de formation qui aideront les bandes à planifier les projets, en fonction de la collectivité, et à les gérer;
- exploiter avec les bandes, les ressources qui donneront aux occupants la possibilité et le désir d'entretenir leur logement;
- encourager les techniques de construction qui utilisent des matériaux locaux et une technologie appropriée;

- disseminate information about bands which have successfully utilized innovative housing programs.

(ii) Technical Assistance

Many bands presently lack the necessary managerial or technical skills to implement successfully major new housing or renovation projects on reserve. The training and communications activities outlined above are intended to remedy this. Until such activities are completed there will be a heavy demand for either direct DIAND program delivery or strong delivery support for the bands from the Department. In the interim, DIAND staff will supplement band expertise. It is clear, however, that DIAND may not have adequate resources to fill the gap and help will be needed. Where National Housing Act programs are being used, CMHC, if so requested by bands, has agreed to work directly with the bands in delivering the program until they wish to function independently. A fee, which will be charged to DIAND for services provided which are not part of CMHC's normal delivery process, will be considered.

3.6 Standards and Inspection

Consideration is being given now to the construction standards which should apply to on reserve housing and, what is a more sensitive issue, how those standards will be enforced. It is anticipated that it will be several years before virtually all new units being built will meet minimum standards. Research and extensive consultation with CMHC and Indian people will be required to arrive at appropriate and acceptable standards for on reserve housing. It is anticipated that the inspection function will be implemented gradually over the next two or three years as trained staff resources become available and the concept is introduced to bands as part of the negotiation process for arriving at the allocation of subsidy funds to the bands.

4. ALTERNATIVES

The Department has begun a review process which will result in specific recommendations for changes in the On Reserve Housing Program to be implemented in fiscal year 81/82. For the current year, a number of more limited steps can be taken to ameliorate major problems and to lay the basis for fundamental change in subsequent years. Alternative approaches to the main actions anticipated in fiscal year 80/81 follow:

4.1 Labour Component

As indicated earlier, support for Indian labour must be provided to replace the CEIC funding which was an integral part of the program's financial mechanism when it was approved by Cabinet in August of 1977. That support could be delivered either by this Department or by CEIC.

- diffuser des renseignements sur les bandes qui ont eu recours, avec succès, à des programmes innovateurs en matière d'habitation.

(ii) Aide technique

De nombreuses bandes ne possèdent pas les techniques ou les connaissances en gestion nécessaires à la mise en oeuvre de projets importants de construction ou de rénovation de logements dans les réserves. Les plans susmentionnés d'information et de formation ont pour but de remédier à cet état de chose. Tant que cela ne sera pas fait, les bandes devront toujours s'en remettre au MAINC pour la mise en oeuvre des programmes ou auront toujours autant besoin de son aide. Entre-temps, le personnel du MAINC continuera d'offrir des conseils techniques aux bandes. Il est clair, cependant, que le MAINC n'aura pas toutes les ressources nécessaires pour combler l'écart et il aura besoin d'aide. Là où l'on a recours aux programmes prévus par la Loi nationale sur l'habitation, la SCHL, à la demande des bandes, a accepté de travailler avec ces dernières à la mise en oeuvre du Programme jusqu'à ce qu'elles puissent continuer sans son aide. Le MAINC envisage de verser des honoraires à la SCHL pour les services assurés par celle-ci et qui ne font pas normalement partie de ses attributions.

3.6 Normes et inspection

Nous étudions présentement les normes de construction qui devraient s'appliquer aux logements dans les réserves et, ce qui est plus délicat, la manière de faire respecter ces normes. Il est prévu qu'il faudra plusieurs années avant que toute nouvelle unité réponde aux normes minimales. Il faudra entreprendre des études et mener des consultations avec la SCHL et les Indiens afin d'en arriver à des normes appropriées et acceptables pour les logements dans les réserves. Il est prévu que les travaux d'inspection se feront graduellement, au cours des deux ou trois prochaines années, lorsque le personnel qualifié sera disponible et que le principe sera présenté aux bandes comme faisant partie des négociations devant mener à l'affectation des subventions.

4. ALTERNATIVES

Le Ministère a entrepris une étude qui devrait mener à des recommandations précises visant à apporter des changements au Programme de logement dans les réserves qui sera en application au cours de l'exercice financier 1981-1982. Pour l'année en cours, un certain nombre de mesures peuvent être prises pour régler les problèmes les plus importants et celles-ci serviront de base à l'établissement de changements fondamentaux, au cours des années suivantes. Diverses mesures, prévues pour l'exercice financier 1980-1981, sont présentées ci-dessous.

4.1 Composante main-d'oeuvre

Comme nous l'avons déjà indiqué, un appui financier à l'emploi des autochtones doit être fourni pour remplacer le

The Department has the capacity at regional and district levels to administer a labour component inasmuch as DIAND employment officers, who have been involved in the past in the delivery of CEIC programs to Indians on reserves, are in place. Contingent guidelines concerning a possible DIAND labour component are now being drafted. These will include criteria relating to labour component allowances per housing unit, rates of pay, application procedures, eligibility and so on. Specifics of the program would be discussed with CEIC officials prior to implementation.

In the past, subtle shifts in CEIC program objectives and clientele targeting have resulted in Indians being left without adequate housing related job creation on reserves.

If the labour component must be delivered through CEIC, as a minimum:

- (a) the CEIC program should be named and funded especially for Indian on reserve house construction;
- (b) funds should be made available immediately so as not to miss the 80/81 construction season.

Whether a labour component is delivered through DIAND or CEIC, close liaison between both entities will be required to ensure that the design and implementation of such a component is effective.

4.2 Subsidy Arrangement

The Department is now assessing the relative merits of several different approaches to the allocation of funds which might be implemented in 1981/82. Consultation with Indian representatives, regional staff and CMHC has been initiated and it is anticipated that agreement on a new approach will be reached within the next few months. The approach finally selected will ensure that minimum construction standards are met, encourage the use of other funding, address areas of greatest need, reward responsible performance, and, with careful introduction, be understood and accepted by band leaders. Some of the approaches now being considered include: a system which involves conditional matching grants, a block funding approach, the development of separate programs for bands and individuals and a CMHC proposal based upon the 'purchase to income' concept similar to that which is used in their Rural and Native Housing Program.

For the fiscal year 1980/81 many of the problems outlined earlier could be addressed if the DIAND capital front-end subsidy was to be raised substantially and the concept of a maximum provision was to be changed to an averaging provision. It should be noted that the separate subsidy for transportation of construction materials set at a maximum of \$5,000 per housing unit in the present policy can, with the averaging approach, be incorporated into the basic subsidy.

The shift to a concept of a higher average subsidy places much more importance on how the subsidy funds are allocated to bands and individuals. The average concept suggests that in extreme cases where costs and needs are very high and the

financement de la CEIC qui faisait partie intégrale du mécanisme de financement du Programme, lorsque celui-ci a été approuvé par le Conseil des ministres, en 1977. Cet appui peut être fourni soit par le Ministère, soit par la CEIC.

Le Ministère peut administrer la composante main-d'oeuvre par région et par district, pourvu que les agents de l'emploi du MAINC, qui se sont déjà occupés de la mise en oeuvre des programmes de la CEIC destinés aux Indiens des réserves, demeurent en fonction. Nous élaborons actuellement les grandes lignes du contingentement relatif aux possibilités du MAINC en matière d'emploi. Elles comprendront les critères pour déterminer les allocations par unité destinées à l'emploi, les taux salariaux, les méthodes d'application, l'admissibilité, etc. Avant son application, les détails du programme seront discutés avec les fonctionnaires de la CEIC.

Par le passé, des glissements imperceptibles, touchant les objectifs du programme de la CEIC et la clientèle qu'ils visaient, ont laissé les Indiens à l'écart d'un programme adéquat de création d'emploi dans le secteur de la construction de logements dans les réserves.

Si la composante main-d'oeuvre doit relever de la CEIC, il faut qu'au minimum, les éléments suivants soient respectés:

- (a) le programme de la CEIC doit être établi, financé et destiné tout particulièrement à la construction de logements pour les Indiens dans les réserves;
- (b) les crédits doivent être distribués immédiatement afin de ne pas manquer la saison 1980-1981 de construction.

Que cette composante main-d'oeuvre relève du MAINC ou de la CEIC, une collaboration étroite entre les deux organismes sera nécessaire pour assurer que la conception et la mise en application d'une telle composante soit efficace.

4.2 Accords de financement

Le Ministère évalue les avantages relatifs de plusieurs approches différentes, relatives à l'affectation des crédits, qui pourraient être appliquées en 1981-1982. Nous avons entrepris des consultations avec les représentants indiens, le personnel régional et la SCHL, et une entente sur une nouvelle approche devrait être conclue d'ici quelques mois. L'approche choisie permettra de voir à ce que des normes minimales de construction soient respectées, d'encourager le recours à d'autres formes de financement, de mettre l'accent sur les régions où les besoins sont les plus pressants et de récompenser les bandes qui auront fait preuve de responsabilité. Nous veillerons également, par une mise en oeuvre prudente, à ce que cette approche soit comprise et acceptée par les chefs des bandes. Quelques approches présentement étudiées comprennent une méthode permettant des octrois conditionnels à la mise de fonds, une approche de financement en bloc, l'élaboration de programmes distincts destinés aux bandes et aux particuliers et une proposition de la SCHL fondée sur le principe du prix d'achat ajusté au revenu, analogue à celui utilisé pour son Programme de logement pour les ruraux et les autochtones.

capacity to raise other funds to fill the gap is low or non-existent, the subsidy could be even higher than the amount per unit designated as an average. This would reduce the likelihood that scarce subsidy funds would be wasted on sub-standard units. Where construction costs are lower and bands are able to use loan components, labour components and their own equity, the subsidy dollars could be used to lever up the number of units in a given year. Incentives for bands and individuals to use loans and other funds may then be created by varying the total of the subsidy funds approved for particular bands.

The difficulties associated with arriving at procedures, and perhaps formulae, which can achieve the balance implied by this approach cannot be underestimated. It will require more elaborate information systems and more "hands on" staff time at all levels of the program's delivery. At the same time, it is entirely likely that Indian representatives will oppose any allocation process which varies from a simple per capita approach. Nevertheless, if the current problems are to be resolved, the Department will have to invest the required time and effort and its officials will have to stand firm in the face of the representation from bands which feel that they have not received a strictly proportional share of the available funds.

4.3 Funding Levels

For fiscal year 80/81, the most significant factor subject to variation is the level of funding earmarked for each component of the program. At the same time, within the limits of the funds made available, the subsidy per unit can be varied and the construction targets for both new houses and major repairs can be adjusted. Table 1 below indicates how different funding levels can be allocated to different components of the program.

Au cours de l'exercice financier 1980-1981, de nombreux problèmes déjà mentionnés pourraient être réglés si le montant de la subvention initiale accordée par le MAINC était augmenté et si le principe d'une subvention maximale était remplacé par celui d'une subvention ajustée à la moyenne. Nous devons souligner que la subvention distincte au transport des matériaux de construction, fixée par la politique actuelle à 5 000 dollars par unité de logement, peut, avec l'approche de la moyenne ajustée, être incluse dans la subvention de base.

Ce changement vers une subvention moyenne plus élevée met l'accent sur la manière dont les subventions sont allouées aux bandes et aux particuliers. Le principe de la moyenne ajustée permet, en des cas exceptionnels, où les coûts sont élevés et les besoins immenses, et où la possibilité de recourir à d'autres sources de financement pour combler l'écart est mince ou inexistante, que la subvention par unité soit plus élevée que celle fixée en moyenne. Ceci permettrait de réduire les risques que des fonds limités soient employés pour la construction de logements ne répondant pas aux normes. Lorsque les coûts de construction sont moins élevés et que les bandes peuvent se prévaloir de la composante prêt, de la composante main-d'oeuvre et de leur propre capital, le surplus de fonds pourrait servir à construire davantage de logements cette année-là. Encourager les bandes et les particuliers à avoir recours aux prêts ou à d'autres fonds peut être possible en variant le total des subventions approuvées pour chacune des bandes.

Les difficultés d'en arriver à des méthodes, et peut-être des formules, permettant d'établir l'équilibre prôné par cette approche, ne doivent pas être sous-estimées. Elle exigera des méthodes d'information plus complexes et plus de disponibilité de la part du personnel, à toutes les étapes de la mise en oeuvre du Programme. Par ailleurs, il est très probable que les représentants des Indiens s'opposeront à une méthode d'affectation qui s'éloignerait d'une simple approche de subvention per capita. Quoi qu'il en soit, si nous voulons résoudre les problèmes actuels, il faudra que le Ministère investisse le temps et les efforts requis et que ses fonctionnaires fassent preuve de fermeté devant les représentants indiens qui pensent ne pas recevoir une part strictement proportionnelle des fonds disponibles.

4.3 Montant des subventions

Pour l'exercice financier 1980-1981, le facteur le plus important et le plus susceptible de varier est le montant des subventions établies pour chaque composante du Programme. Par ailleurs, dans les limites des fonds disponibles, la subvention par unité peut varier et les objectifs de construction, tant en ce qui concerne les nouvelles maisons que les réparations importantes, peuvent être ajustés. Dans le tableau n° 1 qui suit, il est indiqué comment les différents montants des subventions peuvent être affectés aux différentes composantes du Programme.

Go directly to next page for Table 1.

Tableau 1

Objectifs de construction et investissement en capital
- Trois options -

	Option A		Option B		Option C	
<u>Objectifs de construction</u>						
- Nouvelles unités		2 400		2 400		2 200
- Réparations importantes		4 000		4 000		4 000
<u>Investissement en capital</u>	<u>Par unité</u>	<u>Total</u>	<u>Par unité</u>	<u>Total</u>	<u>Par unité</u>	<u>Total</u>
<u>Subvention du MAINC</u>		millions de dollars		millions de dollars		millions de dollars
.Nouvelles unités	22 125	53,1	19 000	45,6	19 000	41,8
.Réparations importantes	7 000	28,0	6 500	26,0	6 500	26,0
.Subvention de bonification		1,0		1,0		,85
TOTAL		82,1		72,6		68,65
<u>Composante main-d'oeuvre</u>						
.Nouvelles unités	2 275	5,46	2 275	5,46	2 275	5,40
.Réparations importantes	750	3,0	750	3,0	750	3,0
TOTAL		8,46		8,46		8,0
<u>Prêts⁽¹⁾</u>						
.Nouvelles unités	8 458	20,3	8 358	20,3	9 227	20,3
.PAREL	2 000	8,0	2 000	8,0	2 000	8,0
TOTAL		28,3		28,3		28,3
<u>Bande/Particulier</u>						
.Nouvelles unités	267	,64	292	,7	300	,67
.Réparations importantes	263	1,05	300	1,2	300	1,2
TOTAL		1,69		1,9		1,87
<u>Total</u>						
.Nouvelles unités	33 542	80,5	30 442	73,06	31 191	68,62
.Réparations importantes	10 013	40,05	9 550	38,20	9 550	38,20
TOTAL		120,55		111,26		106,82
<u>Augmentation budgétaire nécessaire</u>						
.MAINC		40,6		31,1		27,15
.Composante main-d'oeuvre		8,46		8,46		8,0
TOTAL		49,06		39,56		35,15

(1) Les autres fonds d'immobilisation, d'un montant de 12,8 millions de dollars, nécessaires pour augmenter l'affectation budgétaire de la SCHL de 15,5 millions de dollars, seront assurés par des réaffectations dans le budget d'immobilisation approuvé de la SCHL.

Table 1

Target Construction and Capital Investment
- Three Options -

	Option A		Option B		Option C	
<u>Target Construction</u>						
- New Units	2,400		2,400		2,200	
- Major Repairs	4,000		4,000		4,000	
<u>Capital Investment</u>						
	Per Unit	Total	Per Unit	Total	Per Unit	Total
DIAND Subsidy	\$	\$million	\$	\$million	\$	\$million
. New Units	22,125	53.1	19,000	45.6	19,000	41.8
. Major Repairs	7,000	28.0	6,500	26.0	6,500	26.0
. Shortfall		1.0		1.0		.85
TOTAL		82.1		72.6		68.65
<u>Labour Component</u>						
. New Units	2,275	5.46	2,275	5.46	2,275	5.0
. Major Repairs	750	3.0	750	3.0	750	3.0
TOTAL		8.46		8.46		8.0
<u>Loans⁽¹⁾</u>						
. New Units	8,458	20.3	8,358	20.3	9,227	20.3
. RRAP	2,000	8.0	2,000	8.0	2,000	8.0
TOTAL		28.3		28.3		28.3
<u>Band/Individual</u>						
. New Units	267	.64	292	.7	300	.67
. Major Repairs	263	1.05	300	1.2	300	1.2
TOTAL		1.69		1.9		1.87
<u>Total</u>						
. New Units	33,542	80.5	30,442	73.06	31,191	68.62
. Major Repairs	10,013	40.05	9,550	38.20	9,550	38.20
TOTAL		120.55		111.26		106.82
<u>Budget Increase Required</u>						
. DIAND		40.6		31.1		27.15
. Labour Component		8.46		8.46		8.0
TOTAL		49.06		39.56		35.15

- (1) Additional capital funds of \$12.8 million required to augment existing CMHC budget allocation of \$15.5 million will be provided by re-allocation within the approved capital budget of CMHC.

4.3 Montant dans subventions (suite)

Par les éléments de discussions qui suivent, nous tentons de mettre en évidence les facteurs qui seront examinés pour en arriver aux décisions définitives quant aux montants appropriés des subventions et aux objectifs de construction.

(i) Objectifs de construction

Si le retard dans la construction de logements dans les réserves doit être éliminé avant la fin du siècle, il faudra que le nombre de nouveaux logements atteigne un niveau minimum de 3 500 unités par année, d'ici les trois ou quatre prochaines années. Par ailleurs, les réparations importantes devront se faire au rythme de 5 000 par année et se maintenir à ce niveau durant plusieurs années. Les objectifs de construction inscrits aux options A et B (2 400 nouvelles unités et 4 000 réparations importantes) représentent un minimum si l'on considère le volume de construction qui doit être atteint pour éliminer le retard et ce, dans des délais raisonnables. Ces objectifs sont réalistes si l'on tient compte des possibilités des bandes dans ce domaine.

Si l'on veut abaisser les objectifs de construction, c'est dans le domaine des nouvelles constructions
Si l'on veut abaisser les objectifs de construction, c'est dans le domaine des nouvelles constructions
qu'il faudrait effectuer des coupures et non dans celui des réparations, car le rendement marginal du capital est plus important dans ce dernier.

(ii) Subvention moyenne du MAINC par unité

Comme nous l'avons mentionné au paragraphe 3.4 (iii) du présent document, les calculs du Ministère indiquent qu'une subvention moyenne de l'ordre de 22 125 dollars par unité, pour les nouveaux logements, est nécessaire pour réduire la fréquence de constructions ne répondant pas aux normes. Ce montant est étayé par les évaluations effectuées à partir des indices du coût à la construction et par des évaluations indépendantes faites par la SCHL. Au tableau n° 1 sont indiqués les effets, sur le montant global de capitaux nécessaires pour l'exercice financier 1980-1981, des variations dans les montants des subventions affectées aux nouveaux logements et aux réparations. Alors que la subvention moyenne pour une nouvelle unité peut être fixée à un montant aussi bas que de 19 000 dollars sans que cela ne nuise à la qualité de la construction, toute somme inférieure à ce chiffre est à déconseiller. Toute autre réduction du montant global du capital destiné aux logements dans les réserves devrait être effectuée en réduisant les objectifs de construction plutôt que les montants moyens de subvention par nouvelle unité.

(iii) Prêts de la SCHL et des prêteurs agréés

Le montant des prêts de la SCHL et des prêteurs agréés, nécessaires au Programme de logement des Indiens dans les réserves, dépend en grande partie des

4.3 Funding Levels (Continued)

The following discussion highlights the factors which should be taken into account in arriving at final decisions on the appropriate funding levels and construction targets.

(i) Construction targets

If the on reserve housing backlog is to be eliminated before the end of the century, new housing starts will have to reach a minimum level of 3,500 per annum within the next three to four years. At the same time, the level of major repairs will have to reach 5,000 per annum and be sustained at that level for a number of years. The construction targets indicated in options A and B (2,400 new units and 4,000 major repairs) represent minimum target levels when viewed in light of the construction volume which must be reached if the housing backlog is to be eliminated within a reasonable period of time. These targets are also realistic in terms of band level construction capacity.

If construction targets must be reduced, it is the new unit targets rather than those for major repairs which should be lowered because the marginal return on investment is greater in the case of the latter.

(ii) Average DIAND Subsidy per Unit

As indicated in section 3.4(iii), of this paper, the Department's calculations suggest that an average per unit subsidy for new houses of the order of \$22,125 is required to reduce the incidence of sub-standard construction. This figure is substantiated by estimates based on construction cost indicies and by independent estimates made by CMHC. Table 1 indicates the impact on the total capital requirement for fiscal year 80/81 of varying the new house and major repair subsidy levels. While the average new unit subsidy might be set as low as \$19,000 without significant adverse effect on the quality of construction, anything below that level would be inadvisable. Further reductions in total capital to be made available for on reserve housing should be achieved by reducing construction targets rather than average per unit subsidy levels.

(iii) CMHC and Approved Lender Loans

The level of CMHC and approved lender loans required to support the On Reserve Housing Program depends largely on the uptake initiated by bands and individuals. There are indications that uptake will increase significantly over the next several years. It is now estimated that there will be a need for \$28.3 million in loan and RRAP funds from CMHC's 1980 capital budget. However, because CMHC's fiscal year corresponds to the calendar year, some of the funds required in DIAND's

demandes présentées par les bandes et les particuliers. Tout semble indiquer que le nombre des demandes augmentera considérablement au cours des prochaines années. Nous prévoyons que la demande de prêts et de crédits offerts par le PAREL atteindra 28,3 millions de dollars, tirés du budget d'immobilisation de la SCHL pour 1980. Toutefois, l'exercice financier de la SCHL correspondant à l'année civile, certains crédits nécessaires au MAINC, pour l'exercice financier 1980-1981, pourraient bien provenir du budget de la SCHL prévu pour 1981. Ceci, et d'autres changements récents apportés au programme de la SCHL, pourraient permettre à celle-ci d'accorder un appui financier aux projets de construction prévus, sans avoir à obtenir de nouveaux crédits budgétaires. Toute somme d'immobilisation qui ne sera pas nécessaire au MAINC sera réaffectée dans les autres programmes de la SCHL.

5. CONSIDÉRATIONS FINANCIÈRES

Le Ministère appuie avec force les objectifs de construction et le montant des subventions indiqué sous l'option A du tableau n° 1. Les projets de nouvelles constructions et de réparations importantes ont été établis en tenant compte du rythme de construction possible sans que la qualité n'ait à en souffrir considérablement. Aux tableaux 2 et 3 sont indiqués les montants des subventions nécessaires pour chaque composante de l'option A. Au tableau 4 sont indiquées les augmentations des subventions qui seront nécessaires pour mettre en oeuvre l'option A, au cours de l'exercice financier 1980-1981.

Aux tableaux 2 et 3, il est indiqué que le montant nécessaire du financement de la SCHL s'élève à 20,3 millions de dollars en prêts applicables aux nouveaux logements et que celui des prêts du PAREL s'élève à 8 millions de dollars. Ceci exigera une augmentation de l'ordre de 12,8 millions de dollars, de la part du MAINC, tirés du budget d'immobilisation de la SCHL pour 1980, qui sera réalisable grâce à des réaffectations dans le budget d'immobilisation approuvé de la SCHL. Si une partie des nouvelles unités de logement est financée par des prêteurs agréés en vertu de la LNH, les fonds nécessaires, tirés du budget de la SCHL, en seront réduits. Toutefois, les budgets de la SCHL devront quand même refléter les exigences en matière de réduction des intérêts applicables aux remboursements des prêts, en vertu des dispositions de la LNH concernant les logements sociaux, sans tenir compte de l'origine des intérêts.

80/81 fiscal year could well come from CMHC's 1981 budget. This, and other recent program shifts within CMHC might make it possible for CMHC to support the planned construction volume without having to seek new budgetary allotments. Any capital funds not required by DIAND will be re-allocated to other CMHC programs.

5. FINANCIAL CONSIDERATIONS

The Department strongly supports the construction targets and subsidy levels indicated in Option A on Table 1. The planned new starts and major repairs are geared to an assessment of the level of construction activity which can be sustained without falling, to any great extent, below minimum quality requirements. Tables 2 and 3 indicate the funding required for each of the components of Option A. Table 4 indicates the increase in DIAND funding which would be required to implement Option A in fiscal year 1980/81.

Tables 2 and 3 indicate the requirement for CMHC funding as \$20.3 million for new housing unit loans and \$8 million for RRAP loans. This would call for an increase for DIAND of \$12.8 million within CMHC's 1980 capital budget. This will be accommodated by re-allocation within CMHC's approved capital budget. Should a portion of the new units be financed by approved lenders under the NHA, this would reduce the funds required from the CMHC budget. Nonetheless, CMHC budgets would still have to reflect the requirements for interest reduction on loan payments under the terms of the Social Housing provisions of the NHA, regardless of the source of the loan funding.

Tableau 2

Coût prévu des nouvelles unités (1980-1981)
(\$ Millions de dollars)

Crédits nécessaires au MAINC

Subvention (moyenne de 22 125 dollars par unité)	53,1	
Composante main-d'oeuvre ⁽¹⁾	5,46	
Subvention de bonification	<u>1,0</u>	
TOTAL DES CRÉDITS NÉCESSAIRES AU MAINC		\$59,56

Crédits nécessaires à la SCHL²

Prêts aux bandes	12,18	
Prêts aux particuliers	<u>8,12</u>	
TOTAL DES CRÉDITS NÉCESSAIRES À LA SCHL		20,3

Contributions prévues des bandes et des particuliers

		<u>,64</u>
INVESTISSEMENT TOTAL		80,5

- (1) Les crédits affectés à la composante main-d'oeuvre ont été calculés à partir de 2 000 unités pour une subvention moyenne de 2 730 dollars.
- (2) Les montants des prêts de la SCHL ont été calculés comme suit: Prêts aux bandes: 20 300 dollars par prêt en moyenne pour 600 unités. Prêts aux particuliers: 20 300 dollars par prêt en moyenne pour 400 unités.

Tableau 3

Coût prévu des réparations importantes (1980-1981)
(Millions de dollars)

Crédits nécessaires au MAINC

Subvention (7 000 dollars par unité)	28,0	
Composante main-d'oeuvre ⁽¹⁾	3,0	
TOTAL DES CRÉDITS NÉCESSAIRES AU MAINC		31,0

Prêts de la SCHL (PAREL)⁽²⁾

Contributions prévues des bandes et des particuliers	<u>1,05</u>	
--	-------------	--

INVESTISSEMENT TOTAL		40,05
----------------------	--	-------

- (1) Les crédits affectés à la composante main-d'oeuvre ont été calculés à partir de: 3 000 unités pour une subvention moyenne de 1 000 dollars par unité.
- (2) Les montants des prêts du PAREL ont été calculés pour 1 600 prêts d'un montant moyen de 5 000 dollars par prêt.

Table 2

Projected Cost of New Units (1980/81)
(\\$ millions)

DIAND Requirement

Subsidy (average \$22,125/unit)	\$53.1
Labour Component ⁽¹⁾	5.46
Shortfall Subsidy	<u>1.0</u>
TOTAL DIAND REQUIREMENT	\$59.56

CMHC Requirement⁽²⁾

Band loans	\$12.18
Individual loans	<u>8.12</u>
TOTAL CMHC REQUIREMENT	\$20.3

Anticipated Contributions from Bands and Individuals

.64

TOTAL INVESTMENT \$80.5

(1) Estimate of Labour Component take-up based on:
2,000 units at average of \$2,730.

(2) Estimate of CMHC loan take-up:
Band loans: 600 units at average \$20,300 per loan
Individual loans: 400 units at average \$20,300 per loan.

Table 3

Projected Cost of Major Repairs (1980/81)
(\\$ millions)

DIAND Requirement

Subsidy (\$7,000/unit)	\$28.0
Labour Component ⁽¹⁾	3.0
TOTAL DIAND REQUIREMENT	\$31.0

CMHC (RRAP) Loans⁽²⁾ \$ 8.0

Anticipated Band/Individual Contributions 1.05

TOTAL INVESTMENT \$40.05

(1) Estimate of Labour Component take-up based on:
3,000 units at average of \$1,000 per unit.

(2) Estimate of RRAP loan take-up based on estimate of 1,600
loans at average of \$5,000 per loan.

Tableau 4

Résumé des crédits nécessaires au MAINC prévus pour (1980-1981)
(millions de dollars)

Subvention initiale

Nouvelles unités de logement	53,10
Réparations importantes	<u>28,00</u>
TOTAL	81,10
Montant actuel des crédits pour (1980-1981)	(41,5)
Augmentation proposée	39,60

Composante main-d'oeuvre

Nouvelles unités de logement	5,46
Réparations importantes	<u>3,0</u>
TOTAL	8,46
Subvention de bonification	<u>1,0</u>
TOTAL DE L'AUGMENTATION PROPOSÉE	<u>\$49,06</u>

6. INFRASTRUCTURE

Les principes exposés dans le présent document prônent l'augmentation de l'appui financier accordé par le gouvernement à chaque nouvelle unité construite dans une réserve afin que le nombre de logements, ne répondant pas aux normes soit réduit. Toutefois, les objectifs de construction fixés pour 1980-1981 n'ont pas changé. Ainsi, aucune augmentation des besoins en capitaux destinés à l'infrastructure dans les réserves n'est prévue.

7. CONSIDÉRATIONS SUR LES RELATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES

Depuis 1977, le MAINC a eu de nombreux entretiens tripartites avec les provinces et les associations indiennes au sujet des Indiens inscrits vivant hors des réserves et des répercussions entraînées par cette situation sur les programmes et les services offerts par les provinces. Une plus grande activité dans le secteur de la construction de logements dans les réserves et, en particulier, les retombées économiques de cette activité, surtout dans le domaine de l'emploi, pourraient favoriser le retour dans les réserves d'un grand nombre d'Indiens inscrits qui les avaient quittées. Un meilleur Programme de logement pour les Indiens dans les réserves pourrait diminuer le nombre des consultations fédérales-provinciales sur ce sujet.

8. STATUT DE LA FEMME

Les Indiennes ont exprimé leur inquiétude face à la discrimination apparente dont font preuve les conseils de bande quant à l'allocation d'unités de logement administrées par les bandes aux femmes élevant seules leur famille, plus particulièrement dans les réserves des Indiens Tobiques, au Nouveau-Brunswick. Bien que le Ministère ne désire pas s'immiscer dans les relations entre les conseils de bande et

Table 4

Summary of Projected DIAND Requirements 80/81
(\$ millions)

Capital Front-End Subsidy

New Housing Units	\$53.10
Major Repairs	<u>28.00</u>
TOTAL	\$81.10
1980/81 Actual Base	<u>(41.5)</u>
Proposed increase	\$39.60

Labour Component

New Housing Units	\$5.46
Major Repairs	<u>3.0</u>
TOTAL	8.46

Shortfall Subsidy 1.0

TOTAL PROPOSED INCREASE IN DIAND FUNDING \$49.06

6. INFRASTRUCTURE

The concepts contained herein promote increases in government financial support for each housing unit built on reserves so that the prevalence of sub-standard construction can be reduced. However, construction targets for 80/81 have not changed. Therefore, no increase in the capital requirements for infrastructure on reserves is anticipated.

7. FEDERAL-PROVINCIAL RELATIONS CONSIDERATIONS

Since 1977, DIAND has held numerous tripartite discussions with provinces and Indian associations on the subject of status Indians living off reserve and their impact on provincial programs and services. Increased activity with respect to on reserve housing and particularly with respect to the spin-off benefits of construction activity in terms of employment availability on reserve may result in a net return migration to reserves of status Indians currently living in urban areas. The effect of an enhanced Indian On Reserve Housing Program may be to reduce the requirement for Federal-Provincial consultation vis à vis Indian housing.

8. STATUS OF WOMEN

Concerns have been expressed by Indian women about apparent discrimination by band councils with respect to the allocation of band operated housing units on reserve to single-parent families headed by women, most notably at Tobique Indian Reserve in New Brunswick. While the Department does not wish to interfere directly with the relations between a band council and its band members, it will encourage the concept of equal access by all members of the community to the housing program.

ses membres, il encouragera le principe de l'égalité d'accès au Programme de logement pour tous les membres de la collectivité.

9. CONSIDÉRATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT

Comme les méthodes passées du MAINC l'encourageaient, les nouvelles unités de logement et l'infrastructure qui en découle seraient conformes aux normes fixées par le ministère fédéral de l'Environnement et aux normes provinciales applicables.

10. CONSULTATIONS INTERMINISTÉRIELLES

Les grandes lignes soulignées dans le présent document ont été discutées à l'échelon des hauts fonctionnaires, plus précisément avec les représentants de la SCHL et de la CEIC, en général, avec les sous-ministres dont les responsabilités s'étendent aux travaux du Comité du développement social du Conseil des ministres.

Les principes exposés dans ce document n'exigeraient pas le recours aux prêts ou aux garanties, mais des crédits additionnels pourraient être nécessaires pour des articles qui font déjà partie des programmes approuvés. À cet égard, les consultations avec le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du Trésor ont déjà commencé. Des consultations d'ordre général sont déjà en cours avec le bureau du Conseil Privé. Toutefois, rien dans ce document n'aura de répercussion sur l'organisation gouvernementale ou la gestion du personnel au sein de la Fonction publique.

11. CONSIDÉRATIONS SUR L'INFORMATION DESTINÉE AU GRAND PUBLIC

Un communiqué de presse serait rédigé et serait rendu public par le Ministre à l'occasion d'une rencontre avec les associations indiennes. En même temps, des pochettes d'information, mettant l'accent sur les conditions d'habitation existant dans les réserves et les comparant aux normes canadiennes acceptables, seraient distribuées aux média. Un projet de plan d'information a été préparé par le PAII du MAINC.

12. RÉCAPITULATION

La situation des logement dans les réserves exige une révision immédiate des programmes actuels du MAINC en cette matière. Un financement adéquat est nécessaire, en 1980-1981, tant pour remplacer les programmes d'aide à l'emploi de la CEIC que pour construire des unités de logement de meilleure qualité. Sinon, une détérioration prématurée et les réparations coûteuses qui en découlent ne pourront être évitées.

En 1980-1981, des consultations nombreuses, sous la direction du MAINC, auxquelles participeront les associations indiennes, la SCHL et d'autres services et organismes fédéraux, auront lieu. Ces rencontres pourraient amener la présentation, plus tard en 1980-1981, de recommandations plus complètes au sujet des logements des Indiens. Ceci comprendrait une stratégie ayant pour but de rattraper, dans des délais raisonnables, le retard pris dans la construction de logements dans les réserves. L'avance qu'il faudra prendre pour atteindre les niveaux de construction permettant d'éliminer ce retard, sera également soulignée.

9. ENVIRONMENTAL CONSIDERATIONS

Following DIAND's past practices, additional housing units and concomitant provision of infrastructure would be accomplished in accordance with standards set by the Federal Department of the Environment and applicable provincial standards.

10. INTERDEPARTMENTAL CONSULTATIONS

The directions outlined in this paper have been discussed at the official level, specifically with representatives of CMHC and CEIC and generally with deputy ministers whose responsibilities are related to the activities of the Social Development Committee of Cabinet.

The concepts expressed in this paper would not require any loans or guarantees but expenditures additional to items already specifically included in approved programs could be required. Consultation has commenced with the Department of Finance and Treasury Board Secretariat in this regard.

General consultation has also taken place with the Privy Council Office. However there is nothing in this paper which would have an impact upon government organization and/or personnel management within the Public Service.

11. PUBLIC INFORMATION CONSIDERATIONS

A major news release would be prepared and issued by the Minister at a meeting with Indian associations. Concurrently, an information package highlighting on reserve housing conditions and comparing them to accepted Canadian standards will be made available to the media. A draft information plan has been prepared by DIAND in the IIA Program.

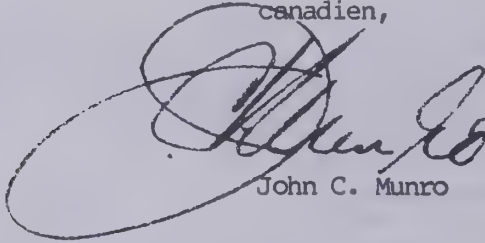
12. RECAPITULATION

The on reserve housing situation warrants immediate revisions to the existing DIAND housing program. Adequate funding is required, in 1980/81, both to replace CEIC labour assistance programs and to build better quality units. Otherwise premature deterioration and costly replacements will continue in the future.

In 1980/81, intensive consultation headed by DIAND and including Indian associations, CMHC and other departments and agencies of government will take place. These activities may result in the presentation later in 1980/81 of more comprehensive recommendations on Indian housing. This would include a strategic plan to overcome the housing backlog on reserves over an appropriate time period. The required lead time to accelerate to the construction levels which would eliminate the on reserve backlog will also be outlined.

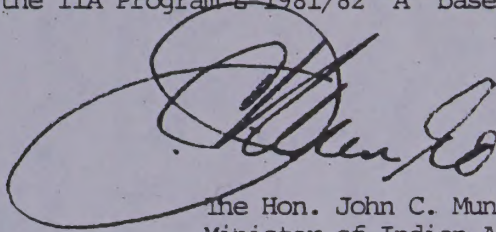
Si ces négociations ne devaient pas aboutir à temps pour permettre au MAINC de présenter au Conseil des ministres, avant la fin de l'exercice financier 1980-1981, un Programme totalement au point de logement des Indiens dans les réserves, nous pourrions alors demander l'autorisation d'accorder toute augmentation des subventions de 1980-1981, pour l'option A du PAII, prévue pour l'exercice financier 1981-1982.

Le Ministre des Affaires
indiennes et du Nord
canadien,

A large, stylized handwritten signature in black ink, appearing to read 'John C. Munro', is written over the printed name below it.

John C. Munro

Should these negotiations not be concluded in time for DIAND to come back to cabinet before the end of fiscal year 1980/81 with a fully worked out new Indian On Reserve Housing Program, authorization may be sought to carry any enhanced 1980/81 funding levels into the IIA Program's 1981/82 "A" base.

A large, stylized handwritten signature in dark ink, likely belonging to John C. Munro, is positioned above the printed name. The signature is fluid and cursive, with a large loop at the beginning and a long, sweeping tail.

The Hon. John C. Munro,
Minister of Indian Affairs and
Northern Development.

Date Due

OCT 19 '83			

45702

Pam:333.32:
(*41)
MUN

MUNRO, John, C.

AUTHOR

Indian on Reserve Housing Program:

TITLE

discussion paper.

DATE LOANED	BORROWER'S NAME	DATE DUE
	d Fox	OCT 19 '83

Pam: 333.32:(*41) MUN

MUNRO, John C.

Indian on Reserve Housing
Program: discussion paper.

#45702

BOREAL INSTITUTE FOR NORTHERN STUDIES, LIBRARY
THE UNIVERSITY OF ALBERTA
EDMONTON, ALBERTA T6G 2G9
CANADA

University of Alberta Library



0 1620 0328 4849